

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA**Decreto do Presidente da República n.º 104/2010**

de 25 de Outubro

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificado o Protocolo de 2002 relativo à Convenção da Organização Internacional do Trabalho sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, de 1981, aprovado pela Resolução da Assembleia da República n.º 112/2010, em 16 de Julho de 2010.

Assinado em 14 de Outubro de 2010.

Publique-se.

O Presidente da República, ANÍBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 19 de Outubro de 2010.

O Primeiro-Ministro, *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa*.

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA**Resolução da Assembleia da República n.º 112/2010**

Aprova o Protocolo de 2002 relativo à Convenção da Organização Internacional do Trabalho sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, 1981

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar o Protocolo de 2002 relativo à Convenção da Organização Internacional do Trabalho sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, de 1981, cujo texto, na versão autenticada na língua francesa, assim como a respectiva tradução para a língua portuguesa, se publica em anexo.

Aprovada em 16 de Julho de 2010.

O Presidente da Assembleia da República, *Jaime Gama*.

PROTOCOLE DE 2002

PROTOCOLE RELATIF À LA CONVENTION SUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS, 1981

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail:

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 2002, en sa quatre-vingt-dixième session;

Notant les dispositions de l'article 11 de la Convention sur la Sécurité et la Santé des Travailleurs, 1981 (désignée ci-après comme «la Convention»), qui prévoit notamment que:

«Au titre des mesures destinées à donner effet à la politique mentionnée à l'article 4 [...], l'autorité ou les autorités compétentes devront progressivement assurer les fonctions suivantes:

.....
c) L'établissement et l'application de procédures visant la déclaration des accidents du travail et des cas de

maladies professionnelles par les employeurs et, lorsque cela est approprié, par les institutions d'assurances et les autres organismes ou personnes directement intéressés; et l'établissement de statistiques annuelles sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

.....
e) La publication annuelle d'informations sur les mesures prises en application de la politique mentionnée à l'article 4 [...] ainsi que sur les accidents du travail, les cas de maladies professionnelles et les autres atteintes à la santé survenant au cours du travail ou ayant un rapport avec celui-ci;»

Considérant le besoin de renforcer les procédures d'enregistrement et de déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le but de promouvoir l'harmonisation des systèmes d'enregistrement et de déclaration, d'en identifier les causes et d'élaborer des mesures préventives;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'enregistrement et à la déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un protocole relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981:

adopte, ce vingtième jour de juin deux mille deux, le protocole ci-après, qui sera dénommé Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981.

I — Définitions**Article 1**

Aux fins du présent protocole:

a) L'expression «accident du travail» vise tout accident survenu du fait du travail ou à l'occasion du travail et ayant entraîné des lésions mortelles ou non mortelles;

b) L'expression «maladie professionnelle» vise toute maladie contractée à la suite d'une exposition à des facteurs de risque résultant d'une activité professionnelle;

c) L'expression «événement dangereux» vise tout événement facilement identifiable selon la définition qu'en donne la législation nationale, qui pourrait être cause de lésions corporelles ou d'atteintes à la santé chez les personnes au travail ou dans le public;

d) L'expression «accident de trajet» vise tout accident ayant entraîné la mort ou des lésions corporelles survenu sur le trajet direct entre le lieu de travail et:

i) Le lieu de résidence principale ou secondaire du travailleur; ou

ii) Le lieu où le travailleur prend habituellement ses repas; ou

iii) Le lieu où le travailleur reçoit habituellement son salaire.

II — Mécanismes d'enregistrement et de déclaration**Article 2**

L'autorité compétente devra, par voie législative ou réglementaire ou par toute autre méthode conforme aux conditions et à la pratique nationales et en consultation

avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, établir et réexaminer périodiquement les prescriptions et procédures aux fins de:

- a) L'enregistrement des accidents du travail, des maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, des événements dangereux, des accidents de trajet et des cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
- b) La déclaration des accidents du travail, des maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, des événements dangereux, des accidents de trajet et des cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée.

Article 3

Les prescriptions et procédures d'enregistrement devront définir:

- a) La responsabilité des employeurs:
 - i) D'enregistrer les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
 - ii) De fournir des renseignements appropriés aux travailleurs et à leurs représentants concernant le mécanisme d'enregistrement;
 - iii) D'assurer l'administration adéquate de ces enregistrements et leur utilisation aux fins de l'établissement de mesures préventives;
 - iv) De s'abstenir de prendre des mesures disciplinaires ou de rétorsion à l'encontre d'un travailleur qui signale un accident du travail, une maladie professionnelle, un événement dangereux, un accident de trajet ou un cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
- b) Les informations à enregistrer;
- c) La durée de conservation des enregistrements;
- d) Les mesures visant à assurer la confidentialité des données personnelles et médicales détenues par l'employeur, en conformité avec la législation, la réglementation, les conditions et la pratique nationales.

Article 4

Les prescriptions et procédures de déclaration devront définir:

- a) La responsabilité des employeurs:
 - i) De déclarer aux autorités compétentes ou à d'autres organismes désignés les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
 - ii) De fournir des renseignements appropriés aux travailleurs et à leurs représentants concernant les cas déclarés;
- b) Lorsque cela est approprié, les modalités de déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles par les organismes d'assurances, les services de santé au travail, les médecins et les autres organismes directement concernés;
- c) Les critères en application desquels doivent être déclarés les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
- d) Les délais de déclaration.

Article 5

La déclaration devra comprendre des données sur:

- a) L'entreprise, l'établissement et l'employeur;
- b) Le cas échéant, les personnes lésées et la nature des lésions ou de la maladie;
- c) Le lieu de travail, les circonstances de l'accident ou de l'événement dangereux et, dans le cas d'une maladie professionnelle, les circonstances de l'exposition à des dangers pour la santé.

III — Statistiques nationales

Article 6

Tout Membre qui ratifie le présent protocole devra, sur la base des déclarations et des autres informations disponibles, publier annuellement des statistiques, compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays, concernant les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux et les accidents de trajet, ainsi que leurs analyses.

Article 7

Les statistiques devront être établies selon des systèmes de classification compatibles avec les plus récents systèmes internationaux pertinents instaurés sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail ou d'autres organisations internationales compétentes.

IV — Dispositions finales

Article 8

1 — Un Membre peut ratifier le présent protocole en même temps qu'il ratifie la convention, ou à tout moment après la ratification de celle-ci, en communiquant sa ratification formelle au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.

2 — Le protocole entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général. Par la suite, ce protocole entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée. A compter de ce moment, le Membre intéressé sera lié par la convention telle que complétée par les articles 1 à 7 du présent protocole.

Article 9

1 — Tout Membre ayant ratifié le présent protocole peut le dénoncer à tout moment où la convention est elle-même ouverte à dénonciation, conformément à son article 25, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré.

2 — La dénonciation de la convention, conformément à son article 25, par un Membre ayant ratifié le présent protocole entraînera de plein droit la dénonciation de ce protocole.

3 — Toute dénonciation effectuée conformément aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

Article 10

1 — Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qui lui seront communiqués par les Membres de l'Organisation.

2 — En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Les versions anglaise et française du texte du présent protocole font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique du protocole dûment adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-dixième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 20 juin 2002.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce vingt et unième jour de juin 2002.

Le Président de la Conférence:

Jean-Jacques Elmiger.

The Directeur général du Bureau international du Travail:

Juan Somavia.

PROCOLO DE 2002

PROCOLO RELATIVO À CONVENÇÃO SOBRE A SEGURANÇA E SAÚDE DOS TRABALHADORES, 1981

A Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho:

Convocada para Genebra pelo conselho de administração da Repartição Internacional do Trabalho, onde se reuniu a 3 de Junho de 2002, na sua 90.ª sessão;

Tendo em conta as disposições do artigo 11.º da Convenção sobre a Segurança e Saúde dos Trabalhadores, 1981 (a seguir designada «a Convenção») que prevê, nomeadamente, que:

«Como medidas destinadas à realização da política mencionada no artigo 4.º [...], a autoridade ou as autoridades competentes deverão progressivamente assegurar as seguintes funções:

.....
c) O estabelecimento e a aplicação de procedimentos visando a declaração dos acidentes de trabalho e dos casos de doenças profissionais pelos empregadores e,

quando for o caso, pelas instituições de seguros e outros organismos ou pessoas directamente interessados; e a elaboração de estatísticas anuais sobre acidentes de trabalho e doenças profissionais;

.....
e) A publicação anual de informações sobre as medidas adoptadas em aplicação da política mencionada no artigo 4.º [...], assim como sobre os acidentes de trabalho, os casos de doenças profissionais e os outros riscos para a saúde, ocorridos durante o trabalho ou com ele relacionados;»

Considerando a necessidade de reforçar os procedimentos de registo e de declaração dos acidentes de trabalho e doenças profissionais, com o objectivo de promover a harmonização dos sistemas de registo e de declaração, de identificar as suas causas e de adoptar medidas preventivas;

Após ter decidido adoptar diversas propostas relativas ao registo e à declaração de acidentes de trabalho e doenças profissionais, questão que constitui o 5.º ponto da ordem do dia da sessão;

Após ter decidido que estas propostas tomariam a forma de um protocolo relativo à Convenção sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, 1981:

adopta, neste dia 20 de Junho de 2002, o seguinte protocolo, que será designado por Protocolo de 2002, relativo à Convenção sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, 1981.

I — Definições

Artigo 1.º

Para efeitos do presente Protocolo:

a) A expressão «acidente de trabalho» designa todo o acidente ocorrido em virtude do trabalho ou durante o trabalho e que dê origem a lesões mortais ou não mortais;

b) A expressão «doença profissional» designa toda a doença contraída na sequência de uma exposição a factores de risco resultante de uma actividade profissional;

c) A expressão «acontecimento perigoso» designa todo o acontecimento facilmente identificável, segundo a definição dada pela legislação nacional, e que possa ser a causa de lesões corporais ou de danos para a saúde das pessoas no trabalho ou em locais públicos;

d) A expressão «acidente de trajecto» visa qualquer acidente que tenha provocado a morte ou lesões corporais, ocorrido no trajecto directo entre o local de trabalho e

i) O local da residência principal ou secundária do trabalhador; ou

ii) O local onde o trabalhador faz normalmente as suas refeições; ou

iii) O local onde o trabalhador recebe habitualmente o salário.

II — Mecanismos de registo e de declaração

Artigo 2.º

A autoridade competente deverá, por via legislativa ou regulamentar ou por qualquer outro método que esteja em conformidade com as condições e a prática nacionais e em consulta com as organizações mais representativas

de empregadores e de trabalhadores, estabelecer e reexaminar periodicamente as prescrições e procedimentos para efeitos de:

a) Registo dos acidentes de trabalho, das doenças profissionais e, sempre que for apropriado, dos acontecimentos perigosos, dos acidentes de trajecto e dos casos de doença que se suspeita terem origem profissional;

b) Declaração dos acidentes de trabalho, das doenças profissionais e, sempre que for apropriado, dos acontecimentos perigosos, dos acidentes de trajecto e dos casos de doença que se suspeita terem origem profissional.

Artigo 3.º

As prescrições e procedimentos de registo deverão definir:

a) A responsabilidade dos empregadores:

i) De registar os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeita terem origem profissional;

ii) De fornecer informações adequadas aos trabalhadores e aos seus representantes sobre o mecanismo de registo;

iii) De garantir a gestão adequada destes registos e a sua utilização com vista à adopção de medidas preventivas;

iv) De se abster de tomar medidas disciplinares ou de represália contra um trabalhador que denuncie um acidente de trabalho, uma doença profissional, um acontecimento perigoso, um acidente de trajecto ou um caso de doença que se suspeite ter origem profissional;

b) As informações a registar;

c) A duração da conservação dos registos;

d) As medidas que visam assegurar a confidencialidade dos dados pessoais e médicos na posse do empregador, em conformidade com a legislação, a regulamentação, as condições e a prática nacionais.

Artigo 4.º

As prescrições e procedimentos de declaração deverão definir:

a) A responsabilidade dos empregadores:

i) De declarar às autoridades competentes ou a outros organismos designados para o efeito os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeite terem origem profissional;

ii) De fornecer informações adequadas aos trabalhadores e aos seus representantes no que respeita aos casos declarados;

b) Sempre que for apropriado, as modalidades de declaração dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais pelas companhias seguradoras, os serviços de saúde no trabalho, os médicos e outros organismos directamente envolvidos;

c) Os critérios segundo os quais devem ser declarados os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeita terem origem profissional;

d) Os atrasos na declaração.

Artigo 5.º

A declaração deverá conter dados sobre:

a) A empresa, o estabelecimento e o empregador;

b) Sendo caso disso, as pessoas sinistradas e a natureza das lesões ou da doença;

c) O local de trabalho, as circunstâncias do acidente ou do acontecimento perigoso e, em caso de doença profissional, as circunstâncias da exposição a riscos para a saúde.

III — Estatísticas nacionais

Artigo 6.º

O Estado membro que ratificar o presente Protocolo deverá, com base nas declarações e em outras informações disponíveis, publicar anualmente estatísticas, compiladas de forma a serem representativas de todo o País, sobre os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos e os acidentes de trajecto, assim como as respectivas análises.

Artigo 7.º

As estatísticas deverão ser elaboradas com base em sistemas de classificação compatíveis com os mais recentes sistemas internacionais pertinentes, estabelecidos no quadro da Organização Internacional do Trabalho ou de outras organizações internacionais competentes.

IV — Disposições finais

Artigo 8.º

1 — O Estado membro pode ratificar o presente Protocolo em simultâneo com a Convenção, ou em qualquer altura após a ratificação desta, comunicando a sua ratificação formal ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho, para efeitos de registo.

2 — O Protocolo entrará em vigor 12 meses após o registo, pelo director geral, das ratificações de dois Estados membros. Posteriormente, este Protocolo entrará em vigor para cada Estado membro 12 meses após a data em que tiver sido registada a sua ratificação. A partir desse momento, o Estado membro interessado ficará vinculado à Convenção completada pelos artigos 1.º a 7.º do presente Protocolo.

Artigo 9.º

1 — O Estado membro que tiver ratificado o presente Protocolo poderá denunciá-lo em qualquer momento do período de denúncia da Convenção, nos termos do seu artigo 25.º, mediante comunicação ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho para fins de registo.

2 — A denúncia da Convenção, nos termos do seu artigo 25.º, por um Estado membro que tenha ratificado o presente Protocolo, produzirá de pleno direito a denúncia deste Protocolo.

3 — A denúncia efectuada nos termos dos parágrafos 1 ou 2 do presente artigo apenas produzirá efeitos um ano após o seu registo.

Artigo 10.º

1 — O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho notificará todos os Estados membros da Orga-

nização Internacional do Trabalho do registo de todas as ratificações e denúncias que lhe forem comunicadas pelos Estados membros da Organização.

2 — Ao notificar os Estados membros da Organização do registo da segunda ratificação, o director-geral chamará a atenção dos Estados membros para a data em que o presente Protocolo entrará em vigor.

Artigo 11.º

O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho comunicará ao Secretário-Geral das Nações Unidas, para fins de registo nos termos do artigo 102.º da Carta das Nações Unidas, informações completas sobre todas as ratificações e todas as denúncias, registadas nos termos dos artigos precedentes.

Artigo 12.º

As versões inglesa e francesa do texto do presente Protocolo fazem igualmente fé.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Decreto n.º 14/2010

de 25 de Outubro

O Acordo entre a República Portuguesa e o Reino de Espanha Relativo ao Acesso a Informações em Matéria de Registo Civil e Comercial promove a criação de condições para disponibilizar às pessoas singulares e colectivas de ambos os Países um acesso facilitado a determinadas informações em matéria de registo civil e comercial.

A vigência do presente Acordo permitirá a troca de informações entre serviços de registo para verificação de factos inscritos no registo civil de ambas as Partes quando necessário à decisão de pedidos de registo civil, a criação de condições que facilitem o acesso a informação de registo comercial por parte de pessoas singulares e colectivas de ambos os Países, bem como um acesso gratuito à informação de registo comercial por parte das autoridades competentes nessa matéria.

Para garantir a realização dos objectivos mencionados, prevê-se a criação de um portal único electrónico, de acesso gratuito, a partir do qual os serviços de registo solicitam informação à outra parte para a verificação de factos aí inscritos.

O presente Acordo pretende facilitar a vida dos cidadãos através da redução do conjunto de diligências tradicionalmente a seu cargo no âmbito do registo civil, bem como, no quadro do registo comercial, promover a competitividade das empresas, a redução dos custos de contexto, a eliminação de formalidades desnecessárias e a simplificação da actividade das empresas portuguesas e espanholas no mercado ibérico.

Assim:

Nos termos da alínea *c*) do n.º 1 do artigo 197.º da Constituição, o Governo aprova o Acordo entre a República Portuguesa e o Reino de Espanha Relativo ao Acesso a Informações em Matéria de Registo Civil e Comercial, assinado em Zamora em 22 de Janeiro de 2009, cujo texto,

nas versões autenticadas nas línguas portuguesa e castelhana, se publica em anexo.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 9 de Setembro de 2010. — *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa* — *Luís Filipe Marques Amado* — *Alberto de Sousa Martins*.

Assinado em 14 de Outubro de 2010.

Publique-se.

O Presidente da República, ANÍBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 14 de Outubro de 2010.

O Primeiro-Ministro, *José Sócrates Carvalho Pinto de Sousa*.

ACORDO ENTRE A REPÚBLICA PORTUGUESA E O REINO DE ESPANHA RELATIVO AO ACESSO A INFORMAÇÕES EM MATÉRIA DE REGISTO CIVIL E COMERCIAL

A República Portuguesa e o Reino de Espanha, doravante designados por Partes:

Desejando manter e reforçar os laços que unem os dois Estados e estabelecer nas suas relações regras relativas ao acesso e troca de informações em matéria de registo civil e comercial, em benefício dos seus cidadãos;

Desejando igualmente simplificar a vida das pessoas através da eliminação de entraves administrativos e burocráticos na obtenção de informações relativas à área de registo civil, tais como o nascimento, casamento, divórcio ou óbito;

Tendo em vista a promoção da competitividade das empresas, a redução dos custos de contexto, a eliminação de formalidades desnecessárias e a simplificação da vida das empresas portuguesas e espanholas no mercado ibérico;

acordam o seguinte:

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Objecto

O presente Acordo promove a criação de condições para disponibilizar às pessoas singulares e colectivas das Partes um acesso facilitado a determinadas informações em matéria de registo civil e comercial.

CAPÍTULO II

Registo civil

Artigo 2.º

Registo civil

1 — O presente Acordo visa permitir a troca de informações para verificação de factos inscritos no registo civil de ambas as Partes quando necessário à decisão de pedidos de registo civil.

2 — Para esse efeito, as autoridades competentes de ambas as Partes disponibilizarão entre si as informações solicitadas por via electrónica.